

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/245
24 janvier 2001

(01-0361)

Conseil du commerce des marchandises

Original: français

DEMANDE DE DÉROGATION DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN SUR LA MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

La Mission permanente de la République du Cameroun a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 janvier 2001.

La Mission permanente de la République du Cameroun auprès de Nations Unies a l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République du Cameroun sollicite une prorogation du délai de cinq ans, au titre du paragraphe 1 de l'annexe III de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs Douaniers et le Commerce de 1994.

Le délai initialement accordé au Cameroun pour l'application dudit Accord a échu le 13 décembre 2000. Cependant, pour permettre aux autorités camerounaises compétentes de poursuivre leur programme de mise en oeuvre des Accords de l'Organisation Mondiale du Commerce, il serait hautement souhaitable qu'une nouvelle prorogation de 6 (six) mois leur soit accordée aux fins de l'application dudit Accord à compter du 1 juillet 2001.

D'autre part, en ce qui concerne notamment le programme du gouvernement camerounais au titre de la mise en oeuvre de l'Accord sur l'évaluation en Douane, il s'articule autour de deux volets à savoir:

- la mise en conformité des lois, réglementations et procédures administratives nationales avec cet Accord;
- le développement des ressources institutionnelles et humaines.

Et dans le cadre général de l'application des Accords de l'Organisation Mondiale du Commerce, un comité dénommé "Comité National de suivi des Accords de Marrakech" existe déjà au Cameroun. Il s'agit d'un Comité regroupant tous les Départements ministériels impliqués de près ou de loin dans la coopération avec l'Organisation Mondiale du Commerce (l'OMC).

Compte tenu de tout ce qui précède, il va sans dire que le Cameroun s'efforce d'accomplir des efforts importants pour mettre en oeuvre les dispositions des Accords de l'OMC.

Dans le domaine de l'Inspection avant Expédition (IAE) pour vérifier la qualité et la quantité des marchandises à importer, le Cameroun a recours aux services de la Société générale de Surveillance (SGS) basée à Genève. Toutefois, dès la mise en oeuvre de l'Accord sur l'évaluation en Douanes, les services camerounais des Douanes répondront des problèmes que pourraient rencontrer les exportateurs des autres pays, s'agissant des services d'IAE.